

Au nom du gaz ! La stratégie de la Russie à l'égard de son ex-Empire

Description

Faisant fi de toute considération idéologique, la stratégie gazière russe à l'égard de ses partenaires de la CEI se fonde désormais sur le seul intérêt économique.

Premier fournisseur en gaz de l'UE (à hauteur de plus de 35% en moyenne et, pour certains pays tels que les Etats baltes, jusqu'à 98%) et détentrice de 45% des réserves mondiales prouvées de pétrole (hors OPEP et Etats-Unis), la Russie est devenue l'un des acteurs majeurs de la scène énergétique mondiale. Cette richesse n'a pas que des côtés positifs. D'une part, le phénomène de «russophobie» reste prégnant dans l'esprit de certains Européens (surtout parmi les nouveaux Etats membres de l'UE). D'autre part, en Russie même, les opinions sur la politique gazière divergent fortement: entre les autorités politiques, les gérants de Gazprom et les hauts fonctionnaires, les violons ne sont guère accordés, dissensions qui pèsent tant sur la situation interne que sur l'élaboration d'une vision régionale cohérente (et ce, à deux niveaux: vis-à-vis de «l'étranger proche» et de l'UE).



Quand, en 1992, Boris Eltsine proposa à ses compatriotes *«autant de liberté qu'ils pouvaient en avaler»*, il était loin de réaliser qu'il ouvrait la boîte de Pandore. Effectivement, une privatisation sans foi ni loi a plongé dans le chaos tout le pays, y compris les secteurs stratégiques, dont la gestion est revenue à une poignée d'oligarques peu soucieux de l'avenir de leur patrie. Sans entrer plus avant dans les détails, il suffit de rappeler que le tournant dans la politique économique, notamment dans la branche énergétique, s'est produit avec l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de la Russie. C'est à cette date que l'histoire des relations de partenariat avec les pays de la CEI emprunte un nouveau chemin.

À la guerre comme à la guerre

Ces deux dernières années, des conflits gaziers sans précédents ont opposé la Russie et ses deux voisins slaves: l'Ukraine et la Biélorussie. Ces désaccords ont terni l'image de la Russie en Europe. On ne se hasarde plus à prononcer le mot de «confiance» dans un contexte aussi tendu. Que cherche donc la Russie? Pourquoi ne parvient-elle pas à gérer ses relations avec les pays de la CEI comme jadis, en mettant en avant des liens historiques et sans prêter davantage d'attention aux grognements de ses ex-«petites sœurs»? L'explication officielle, avancée conjointement par le gouvernement Medvedev-Poutine et les dirigeants du secteur gazier (avec Gazprom à leur tête), est simple: la Russie ne cherche plus à plaire, elle est désormais un Etat autosuffisant qui conclut des partenariats sur la base de règles du jeu bien définies, conformes avant tout à ses propres intérêts économiques. Dans cette perspective, la Russie a opté pour une verticale gazière organisée autour de trois axes principaux: l'Asie Centrale avec le Kazakhstan (l'allié le plus fiable et le plus fidèle) forme le pilier de sa politique régionale; le Caucase avec l'Azerbaïdjan est le partenaire le plus prometteur; enfin, les deux républiques slaves, l'Ukraine et la Biélorussie, demeurent incontournables malgré les tensions existantes. Récemment, avant d'augmenter la taxe d'exportation pétrolière de 137,7 à 152,8 dollars pour une tonne de pétrole[1], le président de Gazprom, A.Miller, a bien fait comprendre que cette décision inaugure une série de mesures gouvernementales destinées à lutter contre la crise économique. A la guerre comme à la guerre... Il n'y aura ni privilégiés, ni amis. Les sentiments relèvent d'une nostalgie stérile, d'un passé soviétique commun révolu.

L'«étranger proche», une approche pragmatique

Le terme d'«étranger proche» recouvre deux réalités parallèles: tout d'abord, il désigne une proximité géographique, historique et culturelle des ex-républiques soviétiques devenues indépendantes en 1991. Mais, avec les années passées ponctuées de conflits (souvent soutenus par des acteurs tiers sur la scène internationale) et de malentendus, cette proximité s'est muée en pierre d'achoppement dans les relations bilatérales qu'entretient la Russie avec ses voisins. La Russie a fini par en tirer ses conclusions: cet étranger, plus si proche, dans le cas de sa politique énergétique, représente aujourd'hui un «moyen» de fonder un partenariat européen à long terme. Certes, il n'est pas question de mettre sur un même plan l'Ukraine, touchée de plein fouet par une crise politique et économique persistante, et le Kazakhstan, pays envers lequel la Russie se montre bienveillante tant que celui-ci agit en accord avec son «grand frère». Par exemple, le gouvernement kazakh n'a pas signé un engagement mutuel, prévu depuis plusieurs mois, entre son gouvernement et les investisseurs étrangers (Chevron, ExxonMobil) sur le Système kazakh de transport de gaz de la Caspienne (KKTS, *Kazakhstan Caspian Transportation System*). Est-ce là une question de coût ou d'influence russe?

Avec un autre pays majeur dans cette verticale gazière, l'Azerbaïdjan, la Russie agit prudemment afin de consolider sa présence stratégique dans le Caucase. La région de la Caspienne, si l'on en croit les propos tenus par D. Medvedev lors de la réunion qui s'est tenue à Astrakhan le 17 août dernier, constitue l'un des domaines clés de la politique énergétique russe. Le rejet par la Russie de la construction de pipelines transcaucasiens qui contournent son territoire ainsi que la présence militaire étrangère aux pouvoirs régionaux (l'aide financière américaine de l'ordre de 130 millions de dollars dans le cadre du programme Caspian Guard) attestent clairement ses ambitions dans la région. C'est ainsi que, début juillet 2009, les compagnies gazières les plus importantes des deux pays, Gazprom et Socar, ont signé un nouveau contrat d'achat: vente du gaz azéri pour un délai de 5 ans, qui prévoit l'exportation d'au moins 500 millions de m³ de gaz par an par le gazoduc Kazi - Mahomet (Azerbaïdjan) - Mozdok (Russie)[2]. Même s'il s'agit d'une goutte d'eau dans la mer gazière par rapport aux autres gazoducs existants, comme le gazoduc Urengoï (Russie) - Pomary - Oujgorod (Ukraine) avec les 125 milliards de m³ de gaz, ou encore le Yamal-Europe avec 33 milliards de m³ de gaz par an, la stabilité et la longévité des contrats sont prioritaires.

En revanche, il existe bien des difficultés quant au partenariat avec le Turkménistan. Même si la Russie a confirmé, le 25 août 2009, la reprise des achats du gaz turkmène (interrompus en avril à la suite d'une explosion sur le gazoduc Asie centrale - Centre 4), les prix et les volumes des livraisons restent à déterminer. D'après le directeur général de la Société de Conseil «East European Gas Analysis» Mikhaïl Kortchemkine, la Russie souhaite que le Turkménistan renonce à participer au projet Nabucco[3]. «Il est presque certain que G. Berdymoukhammedov ne le fera pas, car ce projet permettra au Turkménistan la réalisation de ses ambitions géopolitiques», estime l'expert. Il reste à attendre et à observer quelle voie choisiront les deux partenaires (à tous les niveaux, d'ailleurs) afin de rester en bons termes sans rien perdre sur le plan financier.

Enfin, les deux voisines les plus «proches» qui occupent les premières places dans le système du transit du gaz russe (90%), à savoir l'Ukraine et la Biélorussie, forment le dernier maillon faible. Les relations avec l'Ukraine sont à leur plus bas niveau: absence d'ambassadeur russe en Ukraine, déclarations dures du président Medvedev, politique ouvertement russophobe du gouvernement ukrainien. Dans cette ambiance peu propice à la coopération, il est urgent pour la Russie de diversifier ses voies de transport de gaz. Les deux projets Nord Stream et South Stream semblent offrir une alternative viable.

L'alternative est possible

Les deux projets que la Russie développe activement représentent une capacité commune de plus de 100 milliards de m³ de gaz naturel par an, ce qui permettrait de couvrir la demande européenne (sûrement en augmentation d'ici 2020). Ces projets peuvent déjà se targuer de garanties financières de la part des constructeurs participants. Pour Nord Stream, il s'agit de Gazprom (51%), de BASF/Wintershall et E.On Ruhrgas (Allemagne) pour 20% chacun, et de N.V. Nederlandse Gasunie (Pays-Bas) pour 9%. Les pourparlers avec la société française GDF Suez sont en cours. En ce qui concerne South Stream, d'une capacité de 63 milliards de m³ de gaz par an, le projet est promu depuis 2007 par le

Russe Gazprom et l'Italien Eni. Plusieurs pays ont déjà donné leur accord pour cette construction, notamment la Bulgarie, la Serbie, la Turquie, la Grèce et la Hongrie. Bien qu'en Occident les recherches d'approvisionnements alternatifs soient également en cours (le fameux projet Nabucco jugé «trop chimérique» et dépourvu de contenu par les Russes), la Russie, acculée par la crise, développe une nouvelle direction énergétique: l'Orient, avec un nouveau gazoduc Sibérie orientale - Océan Pacifique mis en œuvre (pour ses premiers 1.736 km sur 2.694 km au total), le 25 août 2009. «*Nous avons aussi une alternative économiquement adéquate aux livraisons traditionnelles à l'Europe. Ce qui est important. Car, grâce aux efforts réunis des médias occidentaux, Gazprom, qui occupe un quart du marché gazier européen, fera bientôt peur aux enfants européens!*»[4], estime le rédacteur du *Kommersant business guide*, V.Dorofeiev. On assiste désormais à la mise en œuvre d'une politique russe pragmatique qui associe ambitions de puissance et maîtrise de la stratégie énergétique à long terme.

D'après les prévisions de l'Agence énergétique internationale, les besoins de l'Europe en gaz doubleront d'ici 2020[5]. Par conséquent, les livraisons augmenteront d'environ 90 milliards de m³ de gaz par an, alors qu'aujourd'hui elles représentent 154 milliards de m³. La Russie entend bien profiter de cette opportunité économique. Comme l'a souligné V.Poutine, se référant à la Stratégie énergétique à l'horizon 2030 mise au point par le ministère russe de l'Energie, la Russie libéralisera le marché intérieur des ressources énergétiques d'ici 2030, au moins 20% devant se négocier en bourse. Cela aura pour conséquence de minorer l'importance des pays de transit dans l'exportation énergétique russe. Cette position officielle, clamée haut et fort, est souvent perçue en Occident comme un défi. Mais la Russie voudrait surtout être comprise et acceptée dans ce nouveau rôle indépendant de partenaire mûr et conscient de ses capacités.

Notes :

[1] La Russie a augmenté cette taxe à partir du 1er juin 2009.

[2] Rovnague Abdullaev, président de Socar.

[3] Nabucco est un projet de gazoduc reliant l'Iran et les pays de la Transcaucasie à l'Europe centrale.

[4] V.Dorofeiev, «Pétrole et gaz», *Kommersant business guide*, 26 août 2009.

[5] Pavel Arabov, «Nouvelle carte gazière du monde», *Izvestia*, 28 août 2009.

Photo : source www.nis.yu

* Karina ALIOKHINA-LACROIX est professeur de langue et de civilisation russe à l'ESSEC

date créée

01/10/2009

Champs de Méta

Auteur-article : Karina ALIOKHINA-LACROIX*